

Syrie

Rojava: la faillite de la « révolution » confédéraliste kurde

Le 30 janvier 2026, après plus d'une vingtaine de jours de combat, un accord est conclu entre le pouvoir syrien, dirigé par l'ancien jihadiste Ahmed al-Charaa depuis la chute de Bachar el-Assad un an plus tôt en décembre 2024, et le dirigeant des Forces démocratiques syriennes (FDS), la milice kurde qui contrôlait l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES), plus connue sous le nom de Rojava, Mazloum Abdi. Si, officiellement, les partis bourgeois kurdes du Proche-Orient, saluent cet accord qui évite une guerre civile et maintient « l'autonomie » locale de la région et garantit les « droits nationaux » de la minorité kurde (1), en réalité, il ne fait guère de doute que la victoire du président syrien marque la fin probable du projet national kurde – soi-disant révolutionnaire et fondé sur les principes du confédéralisme démocratique – dans son bastion le plus avancé, le Kurdistan syrien. Cette défaite des FDS n'est que la dernière étape d'un long déclin de la lutte nationale kurde, dont une étape centrale a été l'annonce du désarmement puis de la dissolution du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), principale organisation politique kurde basée en Turquie, par son leader historique, Abdullah Öcalan, au printemps 2025. Ces deux événements, loin d'être isolés – dans la mesure où l'échec des FDS s'explique en partie par l'absence de soutien du reste du mouvement kurde qui voulait impérativement préserver le « processus de paix » entre le PKK et la Turquie – sont source de leçons majeures pour les révolutionnaires marxistes, aussi bien sur le plan des rivalités impérialistes au Proche-Orient que sur la faillite de l'un des plus grands mythes de la dite « extrême gauche » du premier tiers du XX^e siècle, celui d'une « révolution » confédéraliste kurde.

Un rappel historique de la situation kurde

Le peuple kurde, qui compterait parmi les dernières estimations entre 42 et 48 millions de personnes, dont 15 à 18 millions en Turquie et 2 500 000 à 3 millions en Syrie, est historiquement un peuple nomade, comprenant des pasteurs, des éleveurs et des agriculteurs, concentré dans la région du Kurdistan, un territoire aux frontières mouvantes, du fait des caractéristiques géographiques et morphologiques de la région, aujourd'hui partagée entre quatre États, l'Iran, la Turquie, l'Irak et la Syrie. Minoritaire dans chacun de ces États, il est victime depuis plus d'un siècle d'une véritable oppression sociale et nationale, facilitée par la prise de possession de territoires habités par les Kurdes à la faveur des deux guerres mondiales et de l'évolution historique du rapport de forces entre les puissances impérialistes qui ont toutes utilisé les Kurdes comme pions dans leurs rivalités impérialistes, du Royaume-Uni aux États-Unis en passant par l'Union soviétique.

Dès le début du XX^e siècle, les Kurdes sont persécutés par les différents États qui imposent une sédentarisation forcée à ces populations pour mieux les contrôler. Sous la présidence de Mustafa Kemal Atatürk, en 1937-1938, c'est même plusieurs dizaines de milliers de Kurdes qui sont massacrés, soumis au pilonnage de l'aviation et de l'artillerie, aux gaz toxiques, à l'incendie des forêts et des grottes dans lesquels civils et combattants s'étaient réfugiés, pour mettre fin à une révolte ayant éclaté en 1936 dans la région montagneuse de Dersim. Confrontés à des répressions massives et quasi-permanentes, les Kurdes ont peu à peu développé une conscience nationale mais son essor a été freiné par deux dynamiques majeures. Tout d'abord, alors que, soumis à des persécutions, d'importants contingents kurdes de Turquie émigraient vers les pays européens, notamment l'Allemagne, où ils devenaient de véritables prolétaires, constituant une partie significative du prolétariat turc de la diaspora, l'organisation sociale traditionnelle, fondée sur la famille patriarcale et la tribu, continuait de se maintenir dans les régions kurdes. Le retard économique et social ainsi que l'isolement des tribus empêchaient la maturation des conditions matérielles nécessaires à l'apparition d'un mouvement révolutionnaire moderne – qui n'aurait pu être que bourgeois – pan-kurde. Divisés géographiquement et linguistiquement, les Kurdes ne sont donc jamais parvenus à réaliser une révolution bourgeoise, dont l'objectif aurait été de constituer un État national unifié. En Turquie, ils n'ont pas eu la force de s'opposer aux armées de Kemal

pour concrétiser l'Etat promis dans cette partie du Kurdistan par les impérialismes victorieux lors du traité de Sèvres en 1920 qui organisait le démembrement de l'Empire Ottoman. Après la victoire des armées de Kemal contre les troupes françaises, arméniennes et grecques le traité de Lausanne en 1923 sanctionna la nouvelle architecture régionale dans laquelle il n'y avait plus de place pour un Etat kurde. Et jusque après la dernière guerre mondiale, aucun parti politique n'a incarné la lutte nationale kurde. Cette absence de perspective révolutionnaire a permis, malgré des luttes parfois courageuses, le massacre des populations qui entraînent en résistance contre l'oppression des États turc ou iranien, désireux de maintenir leur domination sur des régions à l'intérêt géostratégique majeur, du fait de leur importance comme voies de passages entre l'Europe et l'Asie, et de leurs importants gisements de matières premières.

Les premières organisations politiques kurdes se sont formées autour de riches familles qui s'appuient sur une base sociale paysanne. Cherchant le soutien des puissances européennes et de l'URSS, elle promeuvent la fondation d'une République kurde confédérée plutôt qu'un État centralisé. Le premier parti à vouloir rassembler l'ensemble de la population kurde est le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), fondé en 1946 par Mustafa Barzani, recherchant successivement le soutien du Royaume-Uni puis de l'URSS. Des décennies plus tard, la révolution de 1979 en Iran est l'occasion pour les partis politiques kurdes, comme les maoïstes de Komala, le PDK et le Parti des Fedayins du Peuple de se rassembler sur une plate-forme commune revendiquant l'autonomie du Kurdistan iranien, la reconnaissance de la langue kurde, une administration décentralisée, y compris pour la police, et les libertés de religion, de presse, d'association et d'organisation.

Les guerres au Moyen-Orient ont souvent été l'occasion pour les groupes kurdes, notamment irakiens, de soutenir le camp opposé à l'État qui les opprime, dans l'espoir que le vainqueur leur confère une certaine autonomie. C'est d'abord le cas lors de la guerre Iran-Irak de 1980-1988, où le pouvoir irakien parvient cependant à conserver sa mainmise sur le Kurdistan, mais plus encore lors de la guerre du Golfe de 1991 où la défaite irakienne permet aux organisations kurdes de « libérer » les villes de Souleimaniye, Kirkouk et Mossoul. Pourtant, malgré l'espoir placé dans les puissances impérialistes occidentales, ces dernières laissent le pouvoir irakien reprendre le contrôle de la région par de terribles massacres, au cours desquels l'armée irakienne n'hésite pas à recourir au napalm et aux armes chimiques, au prix de plusieurs dizaines de milliers de morts et de l'exil de millions d'habitants vers les régions voisines d'Iran et de Turquie. Preuve du cynisme sans bornes des puissances impérialistes qui se proclament amis des Kurdes, celles-ci, sur la demande de la Turquie qui cherche à tout prix à éviter l'entrée de milliers de réfugiés kurdes sur son territoire, confient à Saddam Hussein la tâche de rétablir l'ordre en garantissant une pseudo-autonomie aux Kurdes. L'ennemi juré de la veille devient l'exécuteur des basses œuvres du lendemain...

Mais l'on aurait tort de voir dans les organisations politiques kurdes de simples dupes, constamment trahis par les puissances impérialistes. Celles-ci non plus n'hésitent pas à recourir aux marchandages les plus cyniques, quitte à affaiblir leur propre cause. Ainsi, au cours des années 1990, les partis kurdes irakiens nouent des accords avec la Turquie dans lesquels ils s'engagent à empêcher l'installation et l'organisation des Kurdes de Turquie. En parallèle, entre 1994 et 1996 une lutte intestine entre factions kurdes se solde par la victoire du PDKI de la famille Barzani, soutenu par Bagdad, contre l'Union patriotique du Kurdistan de la famille Talabani, soutenu par l'Iran. Comble de l'infamie, les services spéciaux irakiens profitent de leur victoire aux côtés du PDKI pour assassiner les opposants qui s'étaient réfugiés dans le Kurdistan irakien, dont plusieurs avaient travaillé pour la CIA avant d'être abandonnés en 1991 lorsque les États-Unis jugèrent préférable de laisser Saddam Hussein contrôler la région plutôt que de voir l'Iran s'en emparer. L'histoire des Kurdes semble donc pouvoir être résumée pendant tout le XX^e siècle par l'équation suivante : incapacité congénitale des organisations kurdes à mener une lutte nationale + confiance toujours trompée dans les proclamations hypocrites des parrains impérialistes = désillusions inévitables et massacres de masse. Un changement de protagonistes avec l'entrée en scène du PKK et de ses satellites syriens, et l'expérience du Rojava entre 2012 et 2026, qu'il s'agit désormais d'étudier après ce long mais nécessaire rappel, n'étaient pas prêts de changer la donne.

Le PKK, un parti révolutionnaire ?

Fondé en novembre 1978, le PKK est une organisation politique kurde nationaliste et un mouvement armé de guérilla opérant depuis la Turquie, avec des ramifications dans l'émigration turque d'Europe. Elle défend originellement une orientation stalinienne-maoïste, et mène une lutte de guérilla pour la création d'un Kurdistan turc. Sa radicalité apparente et son engagement dans la lutte armée, qui tranche avec la modération et la corruption des organisations kurdes classiques, lui assure originellement un certain succès dans sa volonté de répondre à la colère des Kurdes

soumis à une véritable oppression de la part de l'État turc, qui réprime toute tentative de parler kurde ou de s'organiser de façon autonome. Avec la chute du bloc de l'Est et la disparition du parrain soviétique, le PKK abandonne toute référence au « marxisme » dans sa variante stalinienne pour se tourner vers l'islamisme. Dans le même temps, il renonce à l'indépendance du Kurdistan turc au profit de la simple autonomie et multiplie les offres de négociations au gouvernement turc, allant jusqu'à approuver le vote de confiance des députés kurdes au gouvernement de centre droit de Tansu Çiller, qui allait faire preuve de reconnaissance en détruisant et brûlant villes et villages kurdes et en multipliant les exécutions extra-judiciaires.

À partir de 2005, le parti modifie à nouveau son orientation politique en adoptant le « confédéralisme démocratique », inspiré des principes du théoricien anarchiste – dénoncé jusqu'au sein de son mouvement pour sa modération et son possibilisme (!) – Murray Bookchin. Officiellement, il s'agit de promouvoir la démocratie directe, la prise de décision à la base, la « socialisation » de l'économie – en réalité la très classique autogestion bourgeoise où les patrons sont élus et révocables par les ouvriers tandis que le salariat, la production de marchandises et les échanges entre entreprises sont conservés –, et une fédération de communes. En bref, un projet de « révolution » cantonale à la suisse, un démocratisme bourgeois de la plus belle eau et une éternelle reprise des vieux mythes libertaires et autogestionnaires, ayant fait maintes fois la preuve de leur nuisance pour le prolétariat mais qui ont la vie dure.

La trajectoire politique du PKK à partir des années 1990 pourrait être définie comme une invariance du défaitisme. Longtemps protégé par le régime bassiste de Hafez el-Assad, qui autorise le PKK à utiliser les régions kurdes de Syrie comme base arrière, et que le PKK remercie en collaborant, selon les dires de ses adversaires, avec les services secrets syriens dans la répression de l'opposition au régime, Öcalan est lâché par son allié lors du rapprochement entre la Syrie et la Turquie. Le PKK est expulsé de Syrie et Öcalan capturé par les Turcs, avec l'aide des États-Unis. Dès 1999, à l'occasion de sa capture puis de sa condamnation à mort, commuée ensuite en peine de prison à perpétuité, le dirigeant du PKK, Abdullah Öcalan, désavoue la guérilla menée par son parti, demande le pardon de la société turque pour les actions terroristes de son parti et offre la capitulation de son mouvement. Ainsi, son « plan de démocratisation » inclut la reconnaissance de la langue et de la culture kurdes, la reconnaissance constitutionnelle de la citoyenneté kurde et l'augmentation du pouvoir des élus locaux en échange de quoi le mouvement s'engage à mettre fin à la lutte armée et à respecter l'intégrité de l'État turc. Seule la mauvaise volonté de la Turquie, dont le rapport de force favorable ne nécessitait pas de négocier avec un adversaire bien plus faible, et qui fait au contraire le choix de lancer une campagne de terreur contre les régions kurdes de Turquie et d'Irak, explique que le PKK ait été contraint, à son corps défendant, de poursuivre la lutte. (2)

Au début de l'année 2013, le parti appelle de nouveau ses partisans à déposer les armes dans le cadre d'un nouveau processus de paix qui fait tout autant long feu que le précédent et dès juillet 2015, les combats reprennent entre le PKK et l'armée turque. Enfin, dernière étape de cette longue litanie d'offres de capitulation, Öcalan appelle en février 2025 depuis sa prison à la fin de la lutte armée et à la dissolution du PKK, un appel qui est accueilli favorablement par la direction du parti qui annonce dès le mois suivant un cessez-le-feu avec l'armée turque avant de se dissoudre officiellement en mai 2025. Aujourd'hui, les négociations de « paix » sont toujours en cours et la volonté des militants du PKK de ne pas lui faire obstacle explique selon toute vraisemblance la frilosité du soutien apporté au parti-frère syrien, le Parti de l'union démocratique (PYD), lors de l'offensive du régime d'al-Charaa.

Le Rojava, vitrine du confédéralisme démocratique et révélateur de l'impasse de la pseudo « révolution » kurde

Fondé en 2003, le PYD est la branche syrienne du PKK. Lors de la révolte de 2011 contre le régime d'el-Assad fils, qui marque le début de près de 14 ans de guerre civile, le PYD se distingue des autres organisations kurdes de Syrie par son refus de rejoindre l'opposition au régime et sa volonté de préserver les contacts avec Assad. Contrôlant *de facto* le Kurdistan syrien depuis le départ des troupes bassistes en 2012, redéployées par Assad dans les régions où la révolte était au plus haut, le PYD établit progressivement une véritable chape de plomb sur la région, s'engageant dans des conflits sanglants avec les islamistes du Front Al-Nosra et les rebelles pro-occidentaux de l'Armée syrienne libre pour préserver le contrôle de la région, et réprimant dans le sang les manifestations pacifiques organisées par des adversaires politiques, comme en juin 2013 à Amouda où plusieurs manifestants sont tués et des opposants enlevés. (3) Traduit dans le langage des libertaires – qui figurent parmi les principaux laudateurs du Rojava en Occident avec la quasi-totalité des groupes de « l'extrême gauche » – ce militarisme sanglant devient un appel aux populations locales à « s'auto-défendre socialement, à cordonner leurs milices populaires, à ne compter que

sur leurs propres forces [...] pour protéger leur territoire et leurs vies et repousser les jihadistes». (4)

Le grand écho que connaît le Rojava auprès de la gauche et de l'extrême gauche bourgeoises d'Occident – et qui ne s'est pas démenti lors de l'offensive de janvier dernier avec la constitution de « caravanes » supposées soutenir le Rojava et manifester la solidarité internationale, reprise farcesque de la tragédie de la participation des Brigades Internationales staliniennes à la guerre d'Espagne, avec au programme nouage de tresses à la manière des combattantes kurdes et danses devant les garde-frontières – s'explique par la supposée révolution confédéraliste démocratique qui aurait vu le jour au Rojava à partir de 2013. Sur le papier, cette paisible « révolution » à la suisse avec son organisation en cantons et en « conseils populaires », ses projets écologiques et ses directions mixtes femme-homme a tout pour séduire staliniens défroqués, trotskistes désireux de remplir leur liste de régimes « progressistes », « anti-impérialistes » ou « ouvriers », et possibilistes libertaires.

Mais dans la réalité, le Rojava présente un tout autre visage. Derrière la façade d'une « démocratie directe » où les décisions seraient prises par les communes, le véritable pouvoir politique réside dans les mains des dirigeants du quasi Etat de l'AANES (Administration Autonome du Nord et de l'Est de la Syrie). Tandis que les communes se contentent de gérer des problèmes strictement locaux comme la distribution d'essence ou de denrées, le ramassage des ordures et la gestion des conflits de voisinage ou familiaux, le PYD place ses militants à la tête des trois pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, chacun représenté par un conseil dont les membres sont nommés. En outre, le PYD a le monopole de la police et de l'armée et il ne se prive pas de l'utiliser à des fins répressives contre les populations locales. Ainsi, outre la répression de la manifestation d'Amouda en 2013, les FDS ont eu régulièrement recours à l'enlèvement des opposants. En février 2021, une manifestation pacifique protesta contre l'enlèvement d'instituteurs (!) par les FDS sous prétexte que ces derniers auraient refusé d'appliquer le nouveau programme scolaire. Le Rojava a également imposé la conscription dès l'été 2014, n'hésitant pas à recruter de force des mineurs et à mettre aux arrêts les réfractaires. À Manbij, l'introduction de la conscription en mai 2018 a donné lieu à une grève générale, l'ordre ayant ensuite été rétabli par les Unités de protection du peuple (YPG), milice du PYD, avec le soutien de soldats américains. Une nouvelle grève générale éclate en 2021 pour les mêmes raisons, auxquelles s'ajoutent les difficultés économiques et les discriminations envers les populations arabes et se solde par huit blessés par balle par les autorités. La même année, des journalistes sont arrêtés pour avoir couvert une manifestation contre l'enrôlement de mineurs pour servir dans les milices armées kurdes. (5)

Sur le plan économique, le Rojava est un régime capitaliste comme un autre. La propriété privée est reconnue dans la constitution de l'AANES et la majeure partie de l'économie fonctionne sur un modèle mixte, comme l'électricité, le gaz ou le pétrole qui sont distribués ou bien par des commissions de l'AANES ou bien par des entreprises privées dirigées par des proches du PYD. Les principales sources de revenus du Rojava viennent de la distribution énergétique, des impôts et des droits de douane. Tandis que les ouvriers sont pour une majeure partie employés directement par l'AANES, le secteur capitaliste privé, représenté par les investisseurs en capital-risque, les hommes d'affaire et les propriétaires fonciers, a connu un véritable développement du fait du boom immobilier et des opportunités commerciales offertes par l'administration régionale aux capitaux privés. Plusieurs représentants de cette bourgeoisie d'affaires ont même obtenu des postes à responsabilité dans l'administration. Comme tout régime capitaliste, l'AANES a été « contrainte », à partir du moment où elle a été confrontée à l'inflation et à la baisse de ses rentrées d'argent, à hausser le prix des denrées et de l'énergie, provoquant des luttes sociales majeures qu'elle a violemment réprimé en sa qualité de représentant de l'ordre bourgeois. Ainsi, en mai 2021, l'AANES a pris la décision d'augmenter les prix du carburant, suscitant des manifestations dans plusieurs villes dont Amouda et Deir ez-Zor, qu'elle a brutalement réprimées dans le sang, faisant au moins cinq morts. L'année suivante, les forces de police kurdes ont instauré un couvre-feu et arrêté des manifestants à Rakka qui protestaient contre la dégradation de leurs conditions de vie. (6)

Enfin, dernière ombre à un tableau déjà bien sombre pour les prolétaires de la région, le Rojava adopte une politique de discrimination systématique à l'égard de la population arabe locale. Le PYD s'est ainsi rendu responsable de la destruction de villages arabes entiers et de nettoyage ethnique, sous prétexte que ceux-ci auraient hébergé des membres de l'État islamique. (7) Dès lors, quoi d'étonnant à ce que des dizaines de manifestants arabes se soient réunis pour célébrer le départ des FDS de la ville de Rakka suite à l'avancée des troupes d'al-Charaa ? (8)

Le changement d'orientation stratégique des États-Unis en Syrie

« La mission initiale des FDS en tant que principale force anti-Etat Islamique sur le terrain a largement pris fin, car Damas est désormais prêt à prendre le relais en matière de sécurité, notamment pour contrôler

les centres de détention de l'EI ». (9) On fait difficilement plus cynique, et en même temps plus honnête, que cette déclaration de l'envoyé spécial américain pour la Syrie, le républicain Tom Barrack. Ces déclarations suffisent à comprendre la défaite cinglante des FDS et du PYD devant le régime syrien : elle s'explique par le fait que le parrain américain a, une fois encore, laissé tomber ses alliés kurdes maintenant que leur utilité touche à sa fin.

Les FDS ont en effet été pendant près d'une décennie le principal *proxy* des Américains dans la région dans leur lutte contre l'État Islamique. Après avoir décidé en 2013 que le renversement du régime baasiste risquait de déstabiliser la région et de reproduire la situation libyenne, du fait de l'échec des forces d'opposition au régime à incarner une alternative solide et fiable, les États-Unis, tout en soutenant les forces d'opposition islamistes dites modérées au régime, ont surtout cherché à se concentrer sur l'éradication de l'État Islamique dans la région, tâche qu'ils ont confiée à leur suppléant kurde. Les FDS ont ainsi pu bénéficier d'une aide américaine à la formation de leurs combattants ainsi que de matériel militaire, notamment des armes ou des véhicules blindés Humvee (10). En outre, la coalition occidentale, dominée par les États-Unis, accordait un appui aérien aux troupes kurdes au sol, tandis que des «conseillers militaires» français et britanniques des Forces Spéciales étaient discrètement présents sur le terrain aux côtés des Américains (11). Ces soutiens, initiés par Obama, ont résisté aux changements d'administration et s'est poursuivi sous le premier mandat de Trump puis sous Joe Biden.

Les États-Unis peuvent se targuer d'avoir misé sur le bon cheval car en octobre 2017, les FDS parviennent à reprendre la ville de Rakka au califat islamique, inaugurant la fin de la phase « étatique » de l'organisation, désormais contrainte à se limiter à des opérations terroristes de moins grande envergure, sans avoir pour autant disparu ni même cessé de représenter une nuisance pour les États et les bases militaires occidentales de la région. Jusqu'en 2025, la coalition occidentale sous-traite aux Kurdes la charge de garder dans d'immenses camps de prisonniers les 10 000 combattants de l'État islamique et les 70 000 femmes et enfants de jihadistes, afin que les États occidentaux s'épargnent le fardeau du retour de leurs nationaux s'étant rendus en Syrie pour rejoindre les rangs du groupe terroriste.

Avec la chute du régime baasiste en décembre 2024, auquel a succédé le jihadiste défroqué Ahmed al-Charaa, les États-Unis ont réorienté leur stratégie dans la région pour soutenir le nouveau régime, considéré comme un gage de stabilité. Dès le mois de mai 2025, une rencontre au sommet réunit al-Charaa et Donald Trump et ce dernier prend la décision de lever les sanctions contre la Syrie. Dernière étape de cette normalisation, le président syrien est retiré en novembre 2025 de la liste des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU puis, quelques jours plus tard, de la liste des personnalités considérées comme terroristes.

Les États-Unis (suivis par la France et la Grande-Bretagne) ont ainsi donné carte blanche au nouveau régime pour qu'il réintègre au sein de l'État central et de ses forces armées les régions *de facto* autonomes, dont le Rojava. Dès le 10 mars 2025, un premier accord est signé entre al-Charaa et Mazloum Abdi, le chef des FDS, qui prévoit l'intégration au sein de l'État syrien de l'AANES. C'est la réticence des FDS à perdre leur autonomie qui est la cause immédiate de la dernière offensive victorieuse de l'armée syrienne en janvier 2026 et qui a eu pour débouché un accord en 14 points. Cet accord révèle le double objectif du pouvoir syrien : politiquement, il s'agit de couper court à toutes les tentatives d'autonomie régionale en imposant une forte centralisation, à peine dissimulée derrière le voile de vagues promesses de reconnaissance des droits nationaux kurdes et d'octroi d'un statut officiel à la langue kurde. C'est ainsi que les forces militaires et de police kurdes seront contraintes d'intégrer l'armée et le ministère de l'Intérieur syriens. D'autre part économiquement, l'accord permet à al-Charaa de mettre la main sur les vastes champs pétroliers et gaziers jusqu'alors aux mains des Kurdes. Enfin, comme le souligne Tom Barrack dans la citation précédente, l'État syrien sera désormais chargé de la gestion des prisonniers du groupe État islamique.

Une fois de plus, l'illusion de l'autonomie nationale kurde dans le cadre impérialiste s'est échouée sur les récifs de la *realpolitik* et des changements d'alliance des grandes puissances pour qui les forces locales ne sont que de simples pions, que l'on déplace et que l'on sacrifie en fonction des nécessités du moment.

Une seule issue pour les prolétaires et les masses kurdes : la perspective de classe prolétarienne

En Syrie, comme en Turquie, comme dans le reste du Proche-Orient, la seule perspective réaliste pour l'émancipation des masses déshéritées est désormais celle de la révolution prolétarienne. Il ne saurait faire le moindre doute que dans tous ces territoires, le mode de production dominant depuis des décennies est le capitalisme. Or, la pseudo-révolution du Rojava n'avait rien à voir, ni de près, ni de loin, avec la révolution socialiste. Même en admettant que ses partisans aient sincèrement voulu – ce qui n'est pas le cas – instaurer de nouveaux rapports de production, une telle perspective aurait été une pure illusion dans une seule petite région agricole : le socialisme n'est pas possible

dans une seule province ! Au lieu de se replier sur «leur» bout de terre, des révolutionnaires communistes auraient cherché à mobiliser l'ensemble du prolétariat urbain du pays comme maillon d'une révolution internationale. Au lieu de former des milices populaires, des révolutionnaires communistes auraient formé des gardes puis une armée rouges, à la stricte direction prolétarienne. Au lieu de créer un pouvoir démocratique et laïc, des révolutionnaires auraient cherché à édifier la dictature du prolétariat, seule solution pour aller vers la destruction du capitalisme. Au lieu de rechercher l'appui des puissances impérialistes, des révolutionnaires communistes auraient appelé les prolétaires de tous les pays à entrer en lutte contre leur propre bourgeoisie, seule manifestation réelle de solidarité internationale.

Enfin, au lieu de fonder un parti national – dans le meilleur des cas, un parti pankurde – et nationaliste, des révolutionnaires communistes se seraient organisés dans le parti unique du prolétariat, le **parti de classe internationaliste et international**.

En l'absence d'une telle perspective dans la Syrie des années 2010-2020, il était inévitable que la révolte syrienne débouche sur un série d'impasses dont on mesure désormais les résultats : un État syrien rénové et aux mains d'anciens jihadistes et une pseudo-révolution kurde qui périclète sans gloire. La leçon que le marxisme a tiré de l'histoire des luttes des classes est claire : pas de situation révolutionnaire sans lutte de classe prolétarienne et dirigée par parti révolutionnaire communiste. La Syrie n'en est qu'un exemple parmi des dizaines.

Cela signifie-t-il que le prolétariat doit se désintéresser du sort des populations kurdes ? En aucun cas. Le prolétariat kurde constitue une partie importante du prolétariat turc, notamment dans l'émigration, il est l'un des nombreux détachements de cette puissante armée prolétarienne appelée à entrer en lutte contre le capitalisme. Pour que puisse se vérifier l'indispensable unité des prolétaires, il est vital que les prolétaires des pays où existe une longue tradition d'oppression des Kurdes – à commencer par la Turquie – luttent résolument contre toute oppression à leur égard et pour une complète égalité des droits. C'est la condition indispensable pour pouvoir surmonter la division entretenue à dessein par la classe dominante et tous les partis nationalistes de gauche, de droite ou d'extrême droite.

Dans les métropoles impérialistes cela implique la dénonciation de l'utilisation de la «question kurde» à des fins impérialistes et de la prétendue solidarité des bourgeois avec le peuple kurde : la solidarité bourgeoise est toujours intéressée et elle se retourne toujours contre les prolétaires. La solidarité réelle avec les prolétaires et les masses pauvres de la région, kurdes et autres, sera celle des prolétaires lorsqu'ils entreront en lutte contre «leur» État et «leur» impérialisme.

La reprise par le prolétariat de sa **lutte classiste**, dans une perspective **internationale** et sous la direction de son **parti de classe**, indiquera la voie vers le but final : l'instauration du communisme pour l'émancipation, non seulement des Kurdes, mais de l'humanité toute entière.

parti communiste international

(1) Pour un exemple de telles déclarations, voir l'interview de la députée turque du parti prokurde DEM, Tülay Hatimogullari, dans *Le Monde* du 1^{er} février 2025 : https://www.lemonde.fr/international/article/2026/02/01/tulay-hatimogullari-la-politique-menee-par-ankara-en-faveur-de-damas-a-porte-atteinte-aux-negociations-avec-les-kurdes-en-turquie_6664988_3210.html. (2) Pour plus de détails sur la capitulation d'Öcalan en 1999, voir notre article « Question Kurde Les offres de capitulation d'Öcalan et du PKK à l'État turc » dans *Le Prolétaire*, n° 451, novembre-décembre 1999. (3) Voir le communiqué du TCK (Mouvement de la Jeunesse Kurde) qui appelait à une «révolution» contre le PYD : <https://syriafreedomforever.wordpress.com/2013/06/23/statement-by-the-kurdish-youth-movement-tck-about-the-latest-events-in-the-city-of-amouda-and-videos-and-pictures-from-the-protests-and-sit-ins/> (4) Tract du 3/10/2014 de l'Organisation communiste libertaire (OCL) cité dans notre article « Mobilisation pro-impérialiste autour du Kurdistan », *Le Prolétaire* n° 513, octobre-novembre 2014. (5) Les détails sur les manifestations et leur répression sont issus de la page Wikipédia anglophone de l'AANES : https://en.wikipedia.org/wiki/Democratic_Autonomous_Administration_of_North_and_East_Syria. (6) Les informations sur l'économie du Rojava sont issues de Sinan Hatahe, « The Political Economy of the Autonomous Administration of North and East Syria », 29 novembre 2019, disponible en ligne : <https://cadmus.eui.eu/server/api/core/bitstreams/78f2b451-3c5a-5e6b-b58a-399cea8ee3b3/content>. (7) Voir le rapport suivant de Amnesty International : <https://www.amnesty.org/en/documents/mde24/2503/2015/en/>. (8) Voir *Le Monde* du 19/1/2026 : https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/19/en-syrie-la-fin-du-reve-d-autonomie-kurde-au-rojava_6663198_3210.htm. (9) Pour la source de la citation, voir *Le Monde* du 21/1/2026 : https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/21/en-syrie-le-gouvernement-accorde-un-delai-aux-kurdes-pour-parvenir-a-un-accord_6663449_3210.html. (10) Le 12 octobre 2015, les États-Unis parachutent cinquante tonnes de munitions pour les milices de la région, au premier rang desquels figurent les FDS. Quelques jours plus tard, le président américain Barack Obama annonce envoyer une cinquantaine de soldats des forces spéciales entraîner et coordonner les FDS. Voir http://www.liberation.fr/planete/2015/10/30/des-forces-speciales-americaines-envoyees-en-syrie_1410157 et http://www.liberation.fr/planete/2015/11/12/l-etat-islamique-sur-la-defensive_1412972. (11) https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/05/08/en-syrie-la-guerre-tres-speciale-de-la-france_5295972_3218.html